



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne**

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service eau biodiversité risques
Unité gestion des procédures environnementales

Installations classées pour la protection de l'environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 15 DEC. 2022
portant enregistrement d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI)
Société Yves GUEGAN – ISDI de Keryvon
lieu-dit Keryvon - 56440 LANGUIDIC

Le préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7 et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 nommant monsieur Pascal BOLOT, préfet du Morbihan ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Blavet approuvé par arrêté préfectoral du 15 avril 2014 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, en vigueur depuis le 4 avril 2022 ;

Vu la demande déposée le 23 juin 2022 par monsieur Yves GUÉGAN pour l'enregistrement d'une installation de stockage de déchets inertes au lieu-dit Keryvon à LANGUIDIC au titre de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 16 août 2022 estimant le dossier régulier et complet ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 août 2022 portant ouverture de la consultation du public ;

Vu la consultation du public organisée du 16 septembre 2022 au 14 octobre 2022 ;

Vu l'absence d'observation à l'issue de la consultation du public ;

Vu l'absence de délibération du conseil municipal de la commune de Languidic ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 30 novembre 2022 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement porté à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles par courrier du 8 décembre 2022 ;

Vu la réponse de l'exploitant par courriel du 9 décembre 2022 ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé et que le respect de celles-ci permet de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant la précision contenue dans la demande, qu'en cas d'arrêt définitif de l'installation, le site sera remis dans un état conforme à celui autorisé au regard du document d'urbanisme en vigueur ;

Considérant que la sensibilité du milieu ne justifie pas le basculement en procédure autorisation ;

Considérant la préservation des zones humides identifiées par le zonage Azh du document d'urbanisme ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

A R R Ê T E

TITRE 1 – PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 – BENEFICIAIRE ET PORTEE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DUREE, PEREMPTION

Les installations de monsieur Yves GUÉGAN – domicilié à Keryvon 56440 LANGUIDIC, faisant l'objet de la demande susvisée, sont enregistrées.

La capacité de stockage du site est de 900 000 tonnes.

La capacité annuelle maximale est de 55 000 tonnes (en moyenne 45 000 tonnes).

La durée d'exploitation est de 20 ans (exploitation et remise en état finale).

Ces installations sont localisées dans la commune de LANGUIDIC sur les parcelles 46p et 47p section WR du plan cadastral, sur une superficie totale de 138 610 m².

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet, sauf cas de force majeure, si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou si l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2 – NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES :

N° Rubrique	Intitulé des rubriques	Capacité de l'installation	Régime
2760-3	Installation de stockage de déchets autres que celles mentionnées à la rubrique 2720 : installation de stockage de déchets inertes	Sans seuil	Enregistrement
2515-1	Installation de broyage concassage criblage...de produits minéraux	200 kW	Déclaration
2517-3	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	La surface de l'aire de transit est de 4500 m ²	Non Soumis

ARTICLE 1.2.2 – SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations enregistrées sont situées sur la commune, parcelles et adresse suivantes :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
LANGUIDIC	46p (4 808m ²) 47p (133 802m ²)	Keryvon

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'Inspection des installations classées.

ARTICLE 1.2.3 – LISTE DES DÉCHETS ADMISSIBLES DANS L'INSTALLATION

Les déchets admissibles sont répertoriés dans le tableau ci-dessous :

CODE DÉCHET (1)	DESCRIPTION (1)	RESTRICTIONS
17 01 01	Bétons	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.

CODE DÉCHET (1)	DESCRIPTION (1)	RESTRICTIONS
	dangereuses	
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres.
17 03 02	Mélange bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés.
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.

(1) Annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.3.1 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant accompagnant sa demande du 23 juin 2022.

Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables du 12 décembre 2014 (rubrique 2760) et le principe de phasage sur une durée totale de 20 années (plans de phasage annexés à l'arrêté).

Phasage		Cote atteinte (m)	Volume stocké (tonnes)
Phase 1	Couches 1 et 2 (partie Nord)	Partie Nord : 86 m Partie Centrale : 90 m	225 000
Phase 2	Couches 2 (partie centrale) et 3	Partie Nord : 88 m Partie Centrale : 93 m	225 000
Phase 3	Couche 4 (partie Nord et Centrale) Couche 2 (partie Sud)	Partie Nord : 93 m Partie Centrale : 95 m Partie Sud : 89 m	225 000
Phase 4	Couches 3 (Sud) et 7 à 9	Partie Nord : 100 m Partie Centrale : 100 m Partie Sud : 90 m	225 000
			900 000

CHAPITRE 1.4 – MISE A L'ARRÊT DÉFINITIF

ARTICLE 1.4.1 - Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis dans un état compatible avec un usage futur de type agricole tel que déterminé par le règlement d'urbanisme.

CHAPITRE 1.5 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.5.1 – ARRÊTES MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2515 : "Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels".

TITRE 2 – MODALITÉS D'EXÉCUTION ET VOIES DE RECOURS

CHAPITRE 2.1 - FRAIS ET APPLICATION

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant. Copie du présent arrêté sera remise au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

CHAPITRE 2.2 - PUBLICATION ET AFFICHAGE

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Languidic et peut y être consultée.
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Languidic pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Languidic et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer).
- L'arrêté est adressé au conseil municipal de Languidic.
- L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'Etat dans le Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

CHAPITRE 2.3 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative (tribunal administratif de Rennes) :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

CHAPITRE 2.4 - APPLICATION

Copie du présent arrêté sera remise au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

CHAPITRE 2.5 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan (DDTM), le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées et le maire de Languidic, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le **15 DEC. 2022**

Le préfet

Pour le préfet, par délégation,
Le Secrétaire Général,

Guillaume QUENET

Copie de cet arrêté sera adressée à :

- M. le sous-préfet de Lorient
- M. le maire de Languidic
- M. le DREAL – UD 56
- M. Yves Guegan – ISDI de Keryvon - keryvon 56440 Languidic



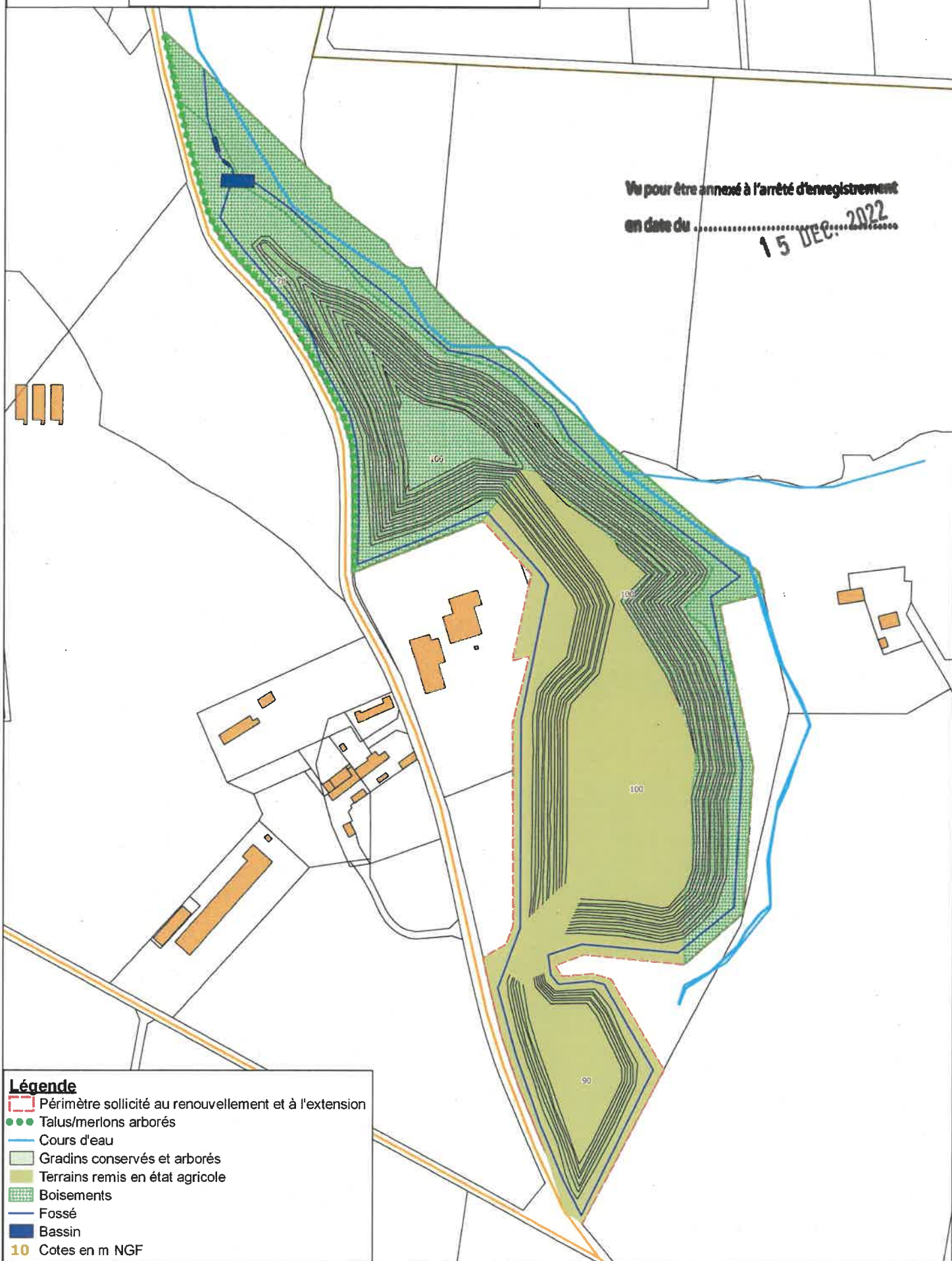
SOCOTEC

2021-4558

**PRINCIPE DE REMISE EN ETAT
M. YVES GUEGAN
ISDI de Keryvon
Commune de Languidic (56)**



Vu pour être annexé à l'arrêté d'enregistrement
en date du 15 DEC. 2022



Légende

- Périmètre sollicité au renouvellement et à l'extension
- Talus/merlons arborés
- Cours d'eau
- Gradins conservés et arborés
- Terrains remis en état agricole
- Boisements
- Fossé
- Bassin
- 10 Cotes en m NGF

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

CHICAGO, ILLINOIS 60637



SOCOTEC

2021-455B

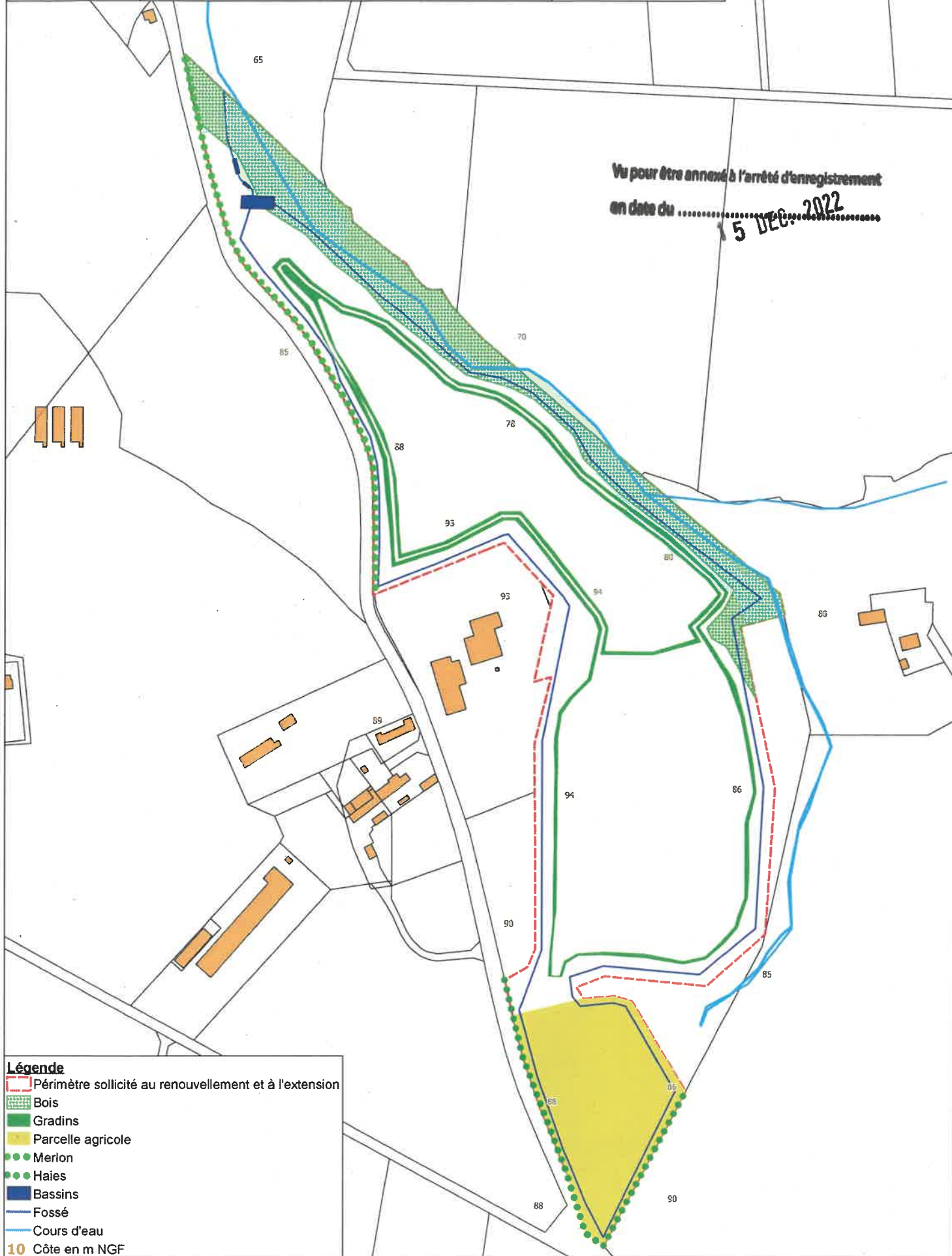
PHASE 1
M. YVES GUEGAN
ISDI de Keryvon
Commune de Languidic (56)



Vu pour être annexé à l'arrêté d'enregistrement
en date du 15 DEC. 2022

Légende

- Périimètre sollicité au renouvellement et à l'extension
- Bois
- Gradins
- Parcelle agricole
- Merlon
- Haies
- Bassins
- Fossé
- Cours d'eau
- Côte en m NGF



Journal of Management Inquiry 23(1) 3-16

[illegible]



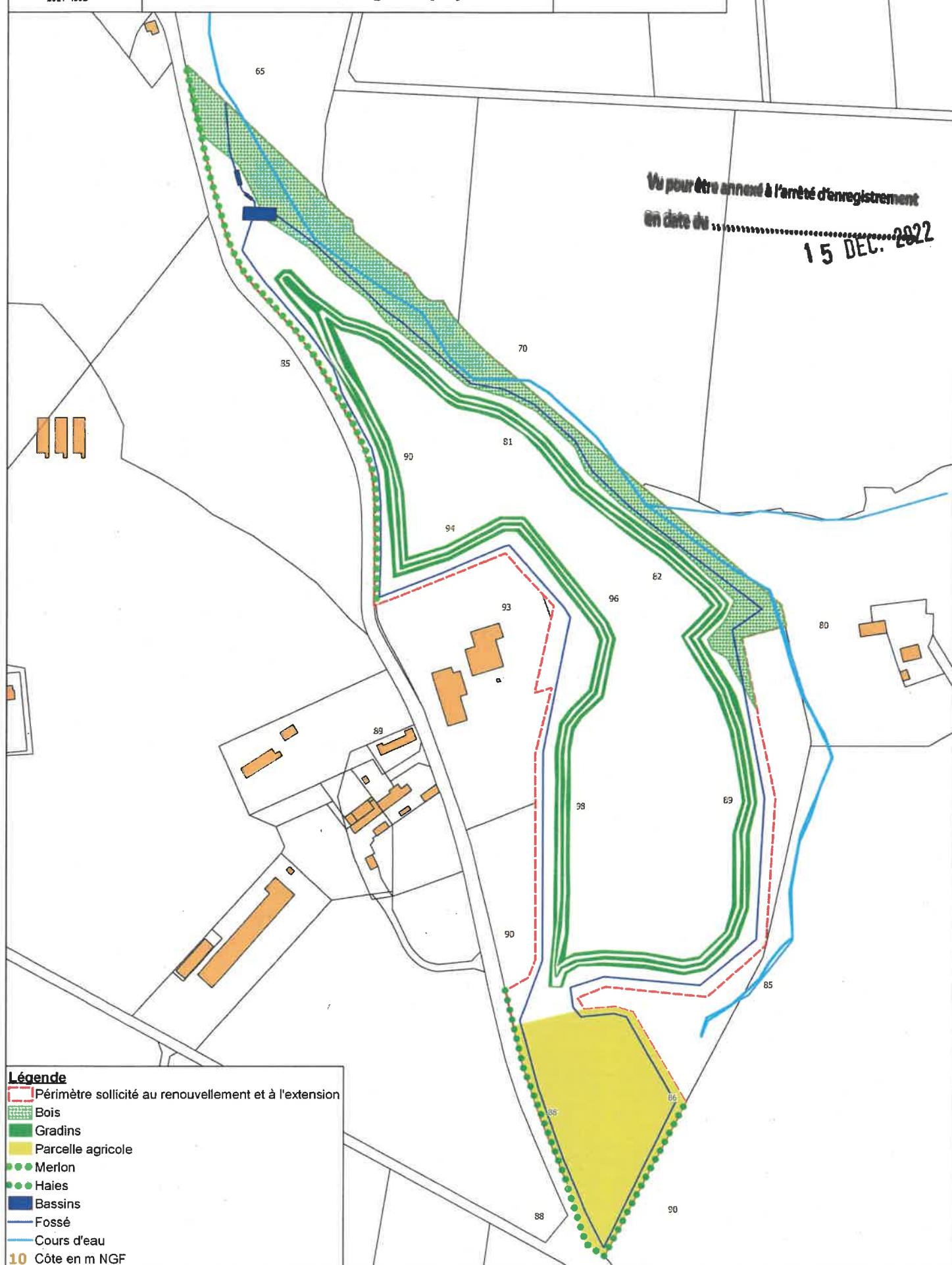
SOCOTEC

2021-4558

PHASE 2
M. YVES GUEGAN
ISDI de Keryvon
Commune de Languidic (56)



Vu pour être annexé à l'arrêté d'enregistrement
en date du 2022
15 DEC.



Légende

- Périimètre sollicité au renouvellement et à l'extension
- Bois
- Gradins
- Parcelle agricole
- Merlon
- Haies
- Bassins
- Fossé
- Cours d'eau
- Côte en m NGF

กรมส่งเสริมการค้าระหว่างประเทศ กระทรวงพาณิชย์

สำนักงานส่งเสริมการค้าในต่างประเทศ ณ นครเซี่ยงไฮ้



SOCOTEC

2021-4558

PHASE 3
M. YVES GUEGAN
ISDI de Keryvon
Commune de Languidic (56)



Vu pour être annexé à l'arrêté d'enregistrement
en date du

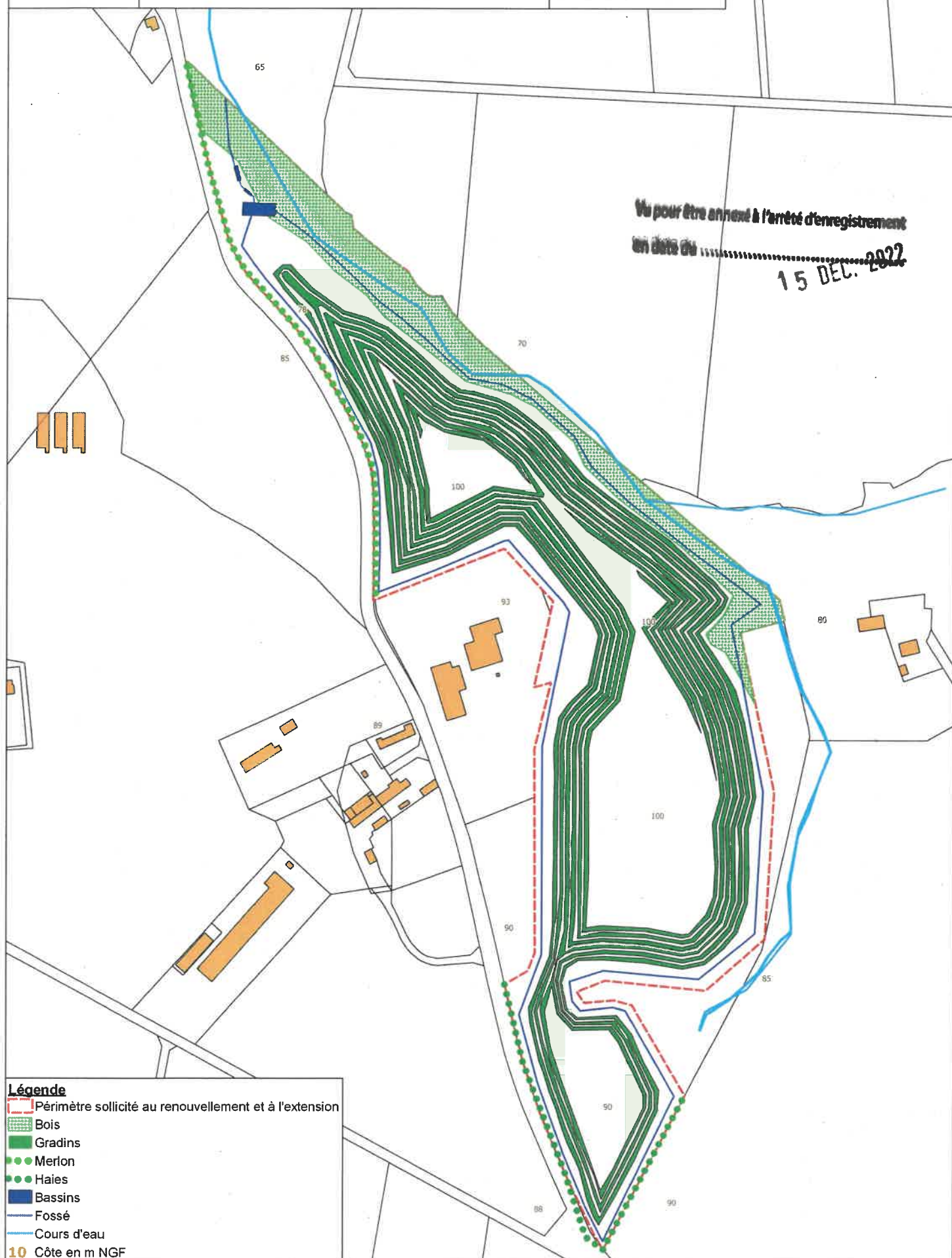
15 DEC. 2022

Légende

- Péri-mètre sollicité au renouvellement et à l'extension
- Bois
- Gradins
- Merlon
- Haies
- Bassins
- Fossé
- Cours d'eau
- Côte en m NGF

Page 1 of 1

2001-2002
2001-2002
2001-2002



Légende

- Périmètre sollicité au renouvellement et à l'extension
- Bois
- Gradins
- Merlon
- Haies
- Bassins
- Fossé
- Cours d'eau
- 10 Côte en m NGF

การควบคุมการเข้าถึงข้อมูลในระบบสารสนเทศ

การควบคุมการเข้าถึงข้อมูลในระบบสารสนเทศ